



Section Belgique - Venezuela



22 février 2017

Rencontre avec Madame Claudia Salerno Caldera, Ambassadeur de la République bolivarienne du Venezuela



Visiteurs

- Mme Claudia Salerno Caldera, Ambassadeur de la République bolivarienne du Venezuela
- Mme Solimar Ojeda, Première Secrétaire de la République bolivarienne du Venezuela

Présents

- M. Gilles Vanden Burre, Président de la section bilatérale Belgique/Vénézuéla-Argentine
- Mme Hatice Vicil, Secrétaire de la section bilatérale Belgique/Vénézuéla-Argentine

Thèmes abordés

Lors de la rencontre, Madame l'Ambassadeur Claudia Salerno Caldera s'est entretenue principalement sur la situation au Venezuela, et plus particulièrement sur le mécanisme d'abandon de charge initié par l'Assemblée nationale depuis décembre contre le Président en fonction Nicolas Maduro. Cette mesure est, pour les autorités, *inconstitutionnelle* et donc *nulle et non-avenue*: le fait de ne pas approuver la politique du président, ne peut constituer un argument, comme l'a fait l'opposition majoritaire au parlement, pour déclarer que le président est en situation d'abandon de poste.

Face à la grave crise économique et politique que traverse le pays, le Président Nicolas Maduro a pris diverses mesures notamment en augmentant le salaire minimum. Le gouvernement vénézuélien et l'opposition se sont également mis d'accord sur un calendrier de discussions. Plusieurs réunions ont déjà eu lieu et des avancées timides mais positives ont pu être réalisées sous l'égide du Saint-Siège et de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). Outre le représentant du Saint-Siège, les anciens présidents, José Luis Rodríguez Zapatero d'Espagne, Leonel Fernández de la République Dominicaine et Martín Torrijos du Panamá, officient en tant que médiateurs de l'UNASUR pour la réouverture d'un dialogue entre le Gouvernement et l'opposition autour de la création d'une Commission de Vérité, de Justice et de Paix.

Ces avancées ont été possibles grâce à la méthodologie de travail utilisée. En effet, les discussions ont été scindées autour de thèmes qui sont traités en parallèle et indépendamment des uns et des autres. L'avantage de cette méthode est de permettre des avancées sur certains points qui sinon seraient restés indéfiniment bloqués car lié à une négociation globale. Les thèmes sont: *paix, respect de l'Etat de droit et de la souveraineté ; vérité, justice, droits humains, dédommagements des victimes et réconciliation ; économie et social ; établissement de la confiance et calendrier électoral.*

La Belgique soutient le processus de dialogue national en cours. Il est essentiel que ce dialogue puisse se poursuivre dans un esprit positif, afin d'obtenir des résultats concrets qui permettent au pays de faire face aux défis auxquels il est confronté et de les relever. La Belgique, tout comme l'UE, réaffirme son soutien sans réserve aux efforts que déploient l'envoyé spécial du pape François et les facilitateurs de l'UNASUR en vue de parvenir à une solution durable et globale. Il est important que toutes les parties continuent à réaliser des progrès et à accomplir des gestes de rapprochement pour donner une véritable chance au dialogue, dans l'intérêt de tous les Vénézuéliens. Que le processus de dialogue national soit long et complexe, cela est compréhensible, mais le processus ne saurait être cantonné qu'à des discussions, il faut des avancées concrètes et tangibles pour la population, notamment dans l'amélioration de leur situation socio-économique (approvisionnement en nourriture, en médicaments,...) Des avancées doivent être également visibles pour l'établissement du calendrier électoral: les élections locales auraient dû se tenir fin de l'année passée. L'Ambassadeur tient à souligner le travail conséquent entrepris par le Conseil National Electoral sur les préparatifs techniques : registres électoraux, éligibilité des partis, ... Ce travail préalable est nécessaire et fastidieux. Sans cette préparation préalable, la tenue des élections ne pourra techniquement pas être organisée, remarque l'Ambassadeur.

Les autorités vénézuélienne sont ouvertes à la coopération de la communauté internationale pour promouvoir et soutenir le dialogue national qui seul peut contribuer à la stabilité et à la paix du pays mais uniquement dans le respect de sa souveraineté nationale. Les Etats-Unis viennent d'inscrire sur liste noire le vice-président du Venezuela, Tareck El Aissami, et ont lancé à son encontre des allégations graves. L'attitude provocatrice du nouveau Président élu Donald Trump n'est pas non plus de nature à instaurer un climat de confiance et d'apaisement. Donald Trump a reçu la veille à la Maison Blanche l'épouse de Leopoldo Lopez et a demandé par tweet sa

libération. Leopoldo Lopez est actuellement en prison. En 2014, Leopoldo Lopez a appelé les citoyens à manifester pacifiquement jusqu'à la sortie du gouvernement. Ces manifestations se sont étalées sur plusieurs jours et se sont soldées par 43 morts et des affrontements. Leopoldo Lopez a été rendu responsable par la justice vénézuélienne des problèmes survenus pendant les manifestations et a été arrêté et jugé pour incendie criminel, terrorisme et homicide, pour son implication lors de ces manifestations connues sous le nom de *Guarimbas*.